



Politique

Municipales : 2007 ou 2008 ?

La loi du 15 décembre 2005 a prorogé d'un an la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux. Ce report était destiné à éviter la concentration sur la seule année 2007 des scrutins présidentiel, législatifs et sénatoriaux ainsi que des élections municipales et cantonales. « *Défendu par le ministre de l'Intérieur, ironise Maire Info du 9 octobre 2006, ce calendrier ne satisfait guère le... président de l'UMP* ». Le bulletin de l'Association des maires de France (AMF) rappelle que le candidat à l'élection présidentielle souhaiterait, en cas de victoire, que la dynamique créée puisse bénéficier à son parti politique dans les scrutins suivants. Aussi envisage-t-il une réorganisation du calendrier électoral de telle sorte que les municipales aient lieu en octobre 2007. « *Ce que la loi a fait, la loi peut le défaire* », souligne Brice Hortefeux, ministre délégué aux Collectivités territoriales.

L'AMF a déjà manifesté son hostilité par rapport à une fixation des élections municipales à l'automne 2007. Plus récemment, l'Association des maires des petites villes de France (APVF) s'est prononcée à son tour pour un maintien du calendrier en mars 2008. Selon une motion votée en assemblée

générale, « *soucieux du respect des citoyens et d'une gestion rigoureuse de leur commune, les maires de l'APVF, ne comprendraient pas que l'on modifie à nouveau le calendrier pour convenance politique, quel que soit le nouveau président de la République, et que la première loi votée par le prochain gouvernement consiste en juillet prochain à modifier la loi électorale* ». Selon eux, « *une telle modification reviendrait à fixer la date des prochaines élections municipales quatre mois plus tard (...) au mépris de tout débat démocratique (...)* ».

A son tour, la Fédération des maires des villes moyennes (FMVM) s'est inquiétée de la révision du calendrier électoral. « *Une telle modification poserait en effet des problèmes de gestion tant au niveau organisationnel que sur le plan juridique pour les équipes municipales et serait source de paralysie et de contentieux* », estime la FMVM, pour laquelle « *les règles applicables en matière de financement de la campagne électorale et en particulier la date de départ de la prise en compte des dépenses de campagne en sont l'illustration la plus flagrante* » (Maire Info du 10 octobre 2006).



Action sociale

Une étude régionale sur les femmes victimes de violences

La Direction régionale des affaires sanitaires et sociales (DRASS) des Pays-de-la-Loire a piloté une étude sur la prise en charge des femmes victimes de violences dans les structures d'hébergement d'urgence ⁽¹⁾.

L'Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (ENVEFF), réalisée en 2000

par téléphone sur un échantillon de 6 970 femmes âgées de 20 à 59 ans et publiée en 2002, n'inter-

⁽¹⁾ – *Echo des Stat. Pays-de-la-Loire*, n° 37 de septembre 2006 (6 pages). En ligne à l'adresse suivante : http://pays-de-la-loire.sante.gouv.fr/doc_stat/dsecho.html

rogeait que des femmes vivant hors institution. En outre, elle n'était pas ciblée sur les seules victimes, mais sur l'ensemble de la population féminine. Cette enquête nous apprenait notamment que :

- Les femmes de moins de 25 ans sont deux fois plus victimes de violences que leurs aînées.
- L'image de la femme battue dans un foyer pauvre par un mari alcoolique a vécu : la violence touche tous les milieux sociaux (9 % des femmes concernées sont des cadres ; 3 % des ouvrières).

Dans le prolongement de l'enquête ENVEFF, l'étude régionale pilotée par la DRASS visait à améliorer la connaissance de la prise en charge des femmes et de leur parcours dans le dispositif d'hébergement d'urgence.

Les résultats font apparaître que le profil des femmes rencontrées dans les structures d'hébergement d'urgence est différent de celui qui ressort de l'enquête ENVEFF. Ainsi, la moyenne d'âge est de 32 ans ; le milieu social d'origine est marqué par la pauvreté et la précarité ; et les entretiens qualitatifs montrent que l'alcool est mis en avant par les femmes comme facteur pouvant expliquer les comportements incriminés. C'est donc une catégorie particulière de femmes victimes de violences que l'on retrouve dans les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) : c'est parce qu'elles n'ont pas les ressources nécessaires (financières ou « sociales ») qu'elles recourent à ce dispositif.

L'Echo des Stat. Pays-de-la-Loire dresse un état des lieux, valorise les paroles de femmes (analyse qualitative) et effectue quelques préconisations.



Environnement

Manifestation interrégionale contre la ligne THT et l'EPR

Les collectifs Ille-et-Vilaine sous Tension, Manche sous Tension et Mayenne surVOLTée, avec le soutien du collectif régional EPR non Merci et du réseau Sortir du Nucléaire, organisent une manifestation interrégionale contre la ligne THT et l'EPR le samedi 28 octobre, à partir de 14h30, place du Marché, à Saint-Hilaire-du-Harcouët (sud Manche).

Pour les organisateurs, sachant qu'avant l'été chaque département a organisé ses actions et sa manifestation, il s'agit d'éviter toute utilisation d'un département contre un autre.

A noter : en Mayenne, 31 communes refusent que la ligne THT traverse leur territoire ; elles sont 17 en Ille-et-Vilaine et 5 dans la Manche.

Source : Infos MNE du 3^e trimestre 2006.



A votre agenda

Les conférences de la Maison de l'Europe les 23 octobre, 9 et 30 novembre, 8 décembre

Lundi 23 octobre, à 20h30, salle Constant-Martin, à Ernée, conférence-débat sur « **l'origine et le sens de l'Europe** », avec Richard Stock, directeur du Centre européen Robert-Schuman et président de l'association EU-net ; et Maxime Pilot, auteur et philosophe.

Jeudi 9 novembre, à 20h30, à la MSA, boulevard Lucien-Daniel, à Laval, conférence sur « **l'avenir de la protection sociale en Europe** », organisé en partenariat avec la MSA, avec Dominique Boucher, délégué général de l'Institut de la protection sociale en Europe.

Jeudi 30 novembre, à 20h30, à la Maison du pays de Loiron, conférence-débat sur le thème : « **Comment concilier croissance économique et développement durable en Europe** », avec les députés européens Marie-Hélène Aubert (PSE) et Ambroise Guellec (PPE).

Vendredi 8 décembre, à 20h30, salle des fêtes de Saint-Jean-sur-Erve, conférence-débat sur « **les frontières de l'Europe** », avec Yannick Vaugrenard, député européen PSE, et Hervé de Charrette, député UMP et ancien ministre des Affaires étrangères.